

TOUS ENSEMBLE CONTRE LE NOUVEAU PROJET D'ADAPTATION DU RESEAU DGFIP 2027-2030 (NRP2)

La Direction Générale des Finances Publiques avait déjà engagé un projet de grande ampleur de restructuration de son réseau en 2019 avec effet définitif en 2022.

Celui-ci, sous la dénomination de "Nouveau Réseau de proximité", visait une réduction drastique du nombre de Centres des Finances Publiques, tout en communiquant sur la multiplication de points de contact style Espace France Services, bus des services publics ou permanences diverses.

Les trésoreries de Lacapelle Marival, Souillac, Puy l'Eveque, Gramat, Coeur de Causse, Lalbenque, Castelnau, Cazals ont été supprimées. Le Service Impôts des Entreprises (SIE) de Figeac a été remplacé par une antenne dépendant du SIE de Cahors et le Service Impôts des Particuliers de Gourdon (SIP) est devenue une antenne du SIP de Figeac.

A cette occasion, notre Direction Départementale avait signé avec les intercommunalités une convention de Service Public avec garantie de ne pas procéder à de nouvelles fermetures avant 2026.

Un nouveau plan intitulé " **Adaptation du réseau DGFIP 2027-2030** " a été annoncé. La direction refuse d'entendre la dénomination de NRP 2 mais il s'agit bien d'une nouvelle destruction de services avec les mêmes effets néfastes pour les agents et les usagers.

Pour le 1e janvier 2028 :

- Fermeture de l'antenne de Figeac du SIE départemental.
- Fusion de la Paierie Départementale et du SGC de Cahors

Pour le 1e janvier 2029 :

- transfert des budgets M22 (EHPAD autonomes) vers la trésorerie hospitalière de Cahors.
- Fusion des SGC de Gourdon et de Saint Céré avec fermeture de ce dernier.

La DGFIP et la Fonction Publique sont en danger de mort

Alors que certains se gavent et que les milliards coulent à flots pour les plus riches et les grandes entreprises :

- 211 milliards d'euros d'aides publiques versés chaque année aux entreprises, sans véritables contreparties, sans contrôle et sans évaluation
- 90 milliards d'euros de niches fiscales, dont un tiers profite à 28 grands groupes
- 80 à 100 milliards d'euros échappent chaque année au budget de l'État à cause de l'évasion fiscale et la fraude
- 13 335 millionnaires n'ont jamais payé aucun impôt sur le revenu en 2024 grâce à l'optimisation fiscale
- 98 milliards d'euros de dividendes distribués en 2024 par les groupes du CAC 40
- 60 % du patrimoine détenus par seulement 10 % de la population

Et pendant ce temps, le gouvernement cherche à se débarrasser par tous les moyens des fonctionnaires et de leurs missions en fermant les structures, en organisant la dégradation des conditions de travail et de l'attractivité des métiers de la Fonction Publique et en favorisant la précarité.

Les agents de la DGFIP paient l'addition car ils subissent depuis de trop longues années :

- les restructurations incessantes et les suppressions d'emplois
- une souffrance au travail grandissante
- un pouvoir d'achat en chute libre avec un point d'indice gelé, la suppression de la GIPA, le jour de carence et la baisse de rémunération en congé maladie
- la remise en cause incessante de droits : autorisations spéciales d'absence, congés maladie, temps partiel thérapeutique

Et comme si cela ne suffisait pas, les médias les plus libéraux remettent sur le tapis la question des primes des fonctionnaires, comme s'il s'agissait d'un cadeau supplémentaire.

La CGT Finances Publiques 46 revendique :

- le retrait du NRP 2 ou « projet d'adaptation du réseau DGFIP »
- la valorisation immédiate de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation
- le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat
- la refonte des grilles indiciaires et la reconnaissance des qualifications
- l'égalité salariale et de carrière Femmes/Hommes
- l'abrogation du jour de carence et la retenue de 10 % du salaire lors des arrêts maladie ;
- un plan de titularisation des contractuels qui le souhaitent pour mettre fin à la précarité
- la remise en place du dispositif GIPA

Tous les syndicats de la DGFIP appellent à une grève nationale le 29 septembre 2026

Nous appelons également à un rassemblement le plus large possible le lundi 7 septembre 2026 à 10H30 devant le CFP de Saint Céré (représentatif de l'abandon des territoires ruraux) .

En présence de divers élus et des usagers, ce sera l'occasion d'un temps fort et médiatique et ainsi d'alerter sur les dangers qui pèsent sur notre administration et sur les conséquences que les usagers auront à subir.

Il faut s'organiser pour gagner. C'est maintenant ou jamais !

Quand tout sera privé, on sera privé de tout.

« Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. »